

Unité nationale

entité, les négociations ne peuvent pas vraiment donner de bons résultats.

M. Paproski: Vous ne voulez pas négocier.

M. Malone: On ne peut pas négocier les armes à la main.

M. Roberts: Il peut y avoir des opinions ou des façons de voir différentes au niveau des provinces ou même des individus. On peut peut-être s'entendre sur des bases précises de négociations, mais il ne faut pas entreprendre des négociations pour le simple plaisir de négocier. Il faut qu'elles laissent entrevoir des chances raisonnables de succès.

Ce qui serait tragique, ce serait de croire que certains de ces mots de passe ou formules magiques, comme je les ai appelés, puissent être confondus avec la réalité et nous persuadent que des négociations d'ordre constitutionnel, un réaménagement des pouvoirs et un remaniement de la politique économique nous permettraient de régler nos problèmes, alors qu'ils ne feraient que nous éloigner de la grande question que nous avons à résoudre. Il serait tragique de croire que nous pouvons éviter de faire face à la «minute de vérité» qui se présente.

● (1750)

Comme l'a dit hier le premier ministre, la minute de vérité est maintenant arrivée pour notre société et pour notre pays. Il ne s'agit pas, comme l'a dit hier le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent), d'une minute de vérité où le premier ministre prétend que les Québécois devront choisir entre être Québécois et être Canadiens. C'est déformer complètement le sens de cette minute de vérité. Les Québécois auront en effet à décider s'ils veulent être des Québécois au sein du Canada ou des Québécois hors du Canada.

La minute de vérité est également arrivée pour les Canadiens anglophones qui auront à décider quel genre de Canada ils veulent former, quelle conception du pays ils se font pour l'avenir.

Ce n'est pas simplement une question de leadership. Hier, le chef du Nouveau parti démocratique a demandé pourquoi nous avions abandonné notre leadership au Québec. Pourquoi laissons-nous ses coudées franches à René Lévesque? Pourquoi n'avons-nous pas déclaré que le français devrait être la langue de travail au Québec? Pourquoi n'avons-nous pas pris les mêmes mesures pour apporter notre appui à la culture et à la langue françaises au Québec? Où se terrait le député d'Oshawa-Whitby, monsieur l'Orateur. Nous avons dit tout cela, le premier ministre notamment. Il a fait preuve de leadership au Québec avant même d'être élu à la Chambre. Il en a fait preuve en sa qualité de premier ministre dans le discours qu'il a prononcé à Québec après les élections du 15 novembre et dans le discours qu'il a prononcé devant le Congrès américain. Les députés d'en face croient-ils que le premier ministre n'a pas fait preuve de leadership, et que la population ne s'en

[M. Roberts.]

aperçoit pas, étant donné notre position dans les sondages d'opinions du pays? Comme disait un de mes amis ukrainiens, «C'est un non-sens».

M. Hnatyshyn: Je ne crois pas que vous ayez des amis ukrainiens.

M. Roberts: Monsieur l'Orateur, j'ai un ami ukrainien assis juste à côté du député.

M. Paproski: Pas si vous continuez ainsi.

M. Roberts: Monsieur l'Orateur, j'apprécie les railleries des députés mais, blague à part, nous en sommes arrivés à un point où il y a un profond désaccord entre les partis politiques, et c'est, à mon avis, très important.

Il faut se demander: quel genre de pays voulons-nous créer? J'ai déjà dit que j'abordais ce débat avec une certaine consternation. Cela est dû en grande partie aux propos qu'a tenus hier le chef de l'opposition. J'aurais cru que ses paroles traduisaient une certaine imprécision ou inexactitude de langage, mais il a repris les mêmes propos hier soir à la télévision.

Ces propos, que l'on peut lire à la page 7319 du *hansard*, révèlent une conception du Canada radicalement différente de celle du gouvernement. Il est clair qu'il considère que le bilinguisme ou la question des deux langues officielles non pas comme un facteur d'unité, mais comme un facteur de désunion; non pas comme quelque chose de valable et de souhaitable, mais comme une chose acceptée à contre-cœur...

Une voix: C'est vrai.

M. Roberts: Le député dit que c'est vrai. J'espère que non et que j'interprète mal les commentaires du chef de l'opposition. Il ne considère pas l'unité du pays comme un facteur d'unité mais bien de division. Il estime que l'unité, loin de se fonder sur le bilinguisme se fait en dépit de lui.

C'est une façon d'aborder la question diamétralement opposée à la nôtre, nous de ce côté-ci de la Chambre. Nous ne considérons pas les deux langues officielles comme des choses qu'il faut accepter à contre-cœur. Nous ne croyons pas que ce soit un élément de division. Le chef de l'opposition dit que deux langues officielles, par définition différentes, nous divisent. Je suppose qu'on peut dire que le fait qu'il y ait deux sexes, par définition, ne nous unit pas. Et pourtant, en fait, ces divisions sont à la base d'une famille solidement unie. Il en est de même de deux langues officielles. Nous sommes d'accord que l'existence de deux langues officielles constitue la clef de voûte de notre société. Nous l'acceptons pas à contre-cœur, et pour nous, ce n'est ni regrettable ni une source de division. Au contraire, nous sommes heureux d'avoir deux langues officielles et nous nous en félicitons. C'est essentiel dans notre conception du Canada.